



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

# **Rapport du HCE sur le sexisme : il est temps de lutter contre ce fléau !**

Ce 25 janvier 2023, journée nationale contre le sexisme, le Haut Conseil à l'Egalité (HCE) dont la CGT est membre remet à Emmanuel Macron le 5<sup>ème</sup> rapport annuel sur le sexisme. Ce rapport dresse le constat d'une société française qui demeure très sexiste au travail, à l'école, dans la famille et l'espace public.

### **« Le sexisme on ne sait pas toujours quand ça commence, mais on sait comment ça se termine »**

« L'opinion reconnaît et déplore l'existence du sexisme mais ne le rejette pas en pratique, phénomène particulièrement prépondérant chez les hommes interrogés. Ce décalage a des conséquences tangibles en termes de violence symbolique, physique, sexuelle, économique », explique le rapport du HCE.

Sur le plan des violences physiques, sexuelles, psychologiques, 14 % des femmes déclarent avoir subi un « acte sexuel imposé » c'est-à-dire une agression sexuelle ou un viol (22 % des femmes de 18 à 24 ans), 22 % ont déjà vécu une situation d'emprise psychologique ou de jalousie excessive imposée par leur conjoint, 15 % ont déjà subi des coups portés par leur partenaire ou ex-partenaire (20 % chez les 50-64 ans), 37 %, des Françaises interrogées ont déjà vécu une situation de non-consentement.

Parmi les hommes de 25 à 34 ans, près d'un quart estime qu'il faut parfois être violent pour se faire respecter. Une majorité des femmes restitue des situations de sexisme « ordinaire » : « blagues » ou remarques sexistes auxquelles s'ajoutent les sifflements, le déséquilibre des tâches ménagères, le mansplaining et les remarques sur le physique, la tenue... 9 femmes interrogées sur 10 affirment anticiper les actes et les propos sexistes des hommes et adoptent des conduites d'évitement pour ne pas les subir, avec des conséquences concrètes sur leur vie quotidienne et leur parcours professionnel. Les situations de sexisme au quotidien peuvent donc fonctionner comme des « trappes à bas salaire et expliquer pour partie la persistance d'inégalités salariales sur le marché du travail ».

### **Des inégalités persistantes dans toutes les sphères y compris au travail**

93% des interrogés-es perçoivent un monde inégalitaire en défaveur des femmes. Tous âges confondus, 40% des hommes trouvent normal que les femmes s'arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants. Le monde du travail est perçu comme particulièrement sexiste : seule 20 % de la population estime que les femmes et les hommes y sont égaux en pratique, un score en baisse de 3 points.

### **Des pouvoirs publics perçus comme défailtants pour lutter contre le sexisme**

Le rapport note un manque de confiance important de la part des personnes interrogées à l'égard des pouvoirs publics pour notamment faire face à l'apparition de phénomènes nouveaux : violence en ligne, barbarie dans de très nombreuses productions de l'industrie pornographique, affirmation d'une sphère masculine et antiféministe. À cela s'ajoute le recul pour les droits fondamentaux des femmes, notamment sexuels et reproductifs, à l'international.

### **L'urgence d'agir !**

Pour la CGT, ce rapport est un nouveau signal d'alarme à prendre très au sérieux. Les recommandations du HCE pour augmenter les moyens de la justice, mettre en place des mesures contraignantes à l'école et réguler les contenus numériques pour lutter contre les représentations dégradantes des femmes doivent être prises en compte. Au-delà, l'enquête démontre que le travail est une sphère particulièrement inégalitaire qui doit faire l'objet de mesures fortes : des sanctions pour les entreprises qui discriminent et ne préviennent pas les violences sexistes et sexuelles, une obligation de résultat pour les politiques d'égalité, une conditionnalité des aides publiques. Au-delà, il s'agit de revoir en profondeur l'index égalité salariale qui a démontré son inefficacité et doit être revu en profondeur ; les métiers féminisés doivent être revalorisés ; les services publics restent à développer pour prendre en charge la petite enfance et les personnes dépendantes. Cette politique d'égalité serait une avancée pour la société tout entière !

Rappelons que la suppression des inégalités salariales entre les femmes et les hommes permettrait au minimum de dégager 6 milliards d'euros de cotisations supplémentaires pour les retraites.